

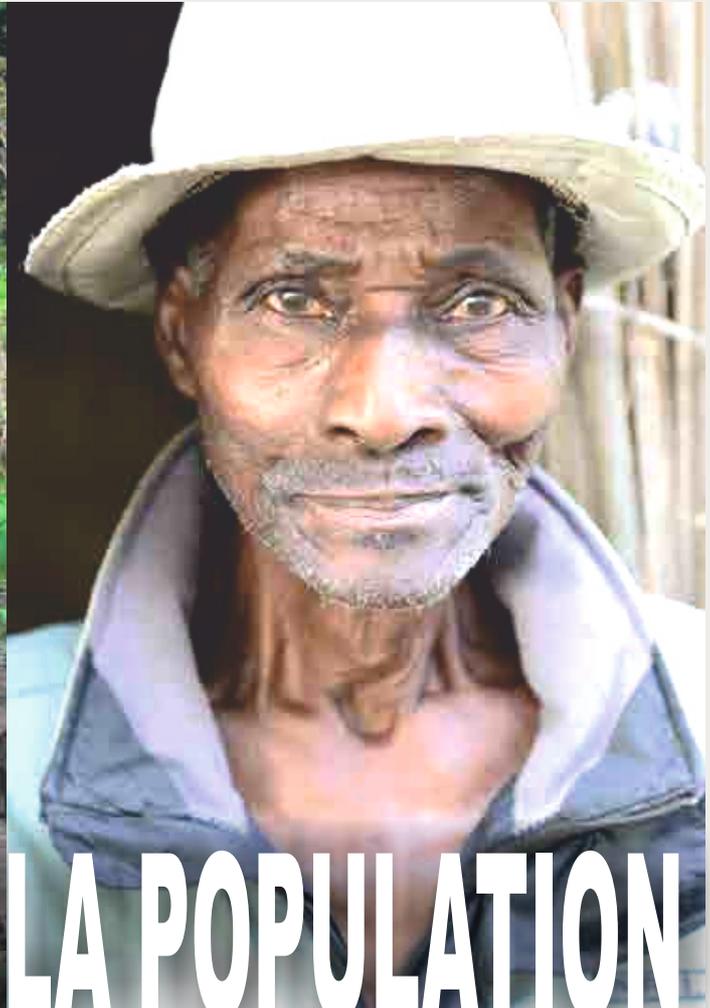
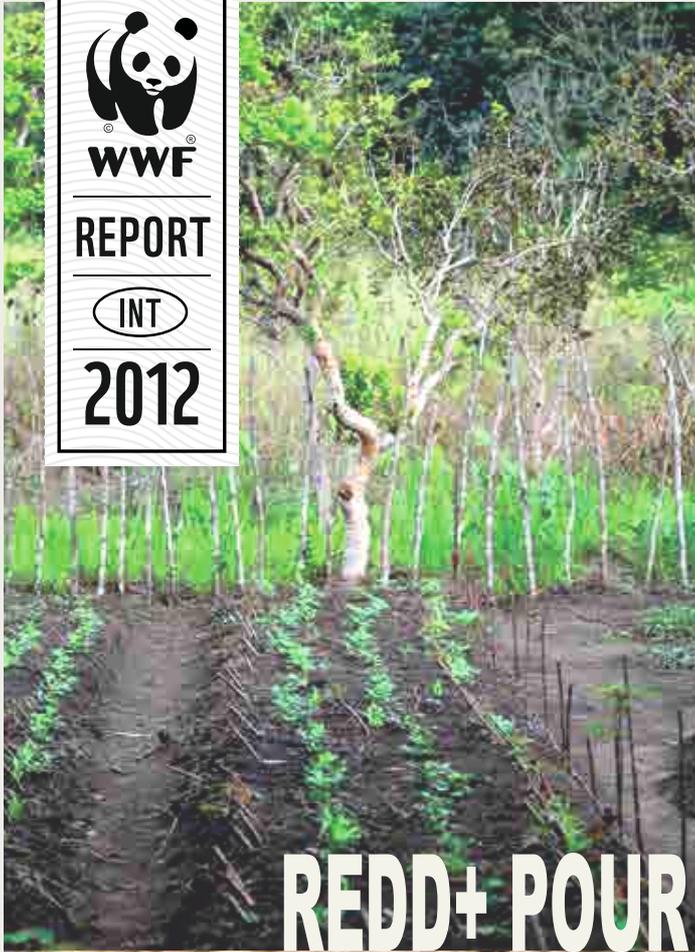


WWF

REPORT

INT

2012



REDD+ POUR LA POPULATION & LA NATURE



Étude de cas d'une approche intégrée REDD+
à l'échelle de Mai-Ndombe
en République Démocratique du Congo



REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE
DU CONGO

Ministère de l'Environnement,
Conservation de la Nature et Tourisme

A close-up photograph of tree bark, showing a bird's nest with several small, light-colored birds perched on it. The text is overlaid on the left side of the image.

REDD+ POUR LA POPULATION & LA NATURE

Etude de cas d'une approche intégrée REDD+ à l'échelle de Mai-Ndombe en RDC



TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION

Forêt et climat	7
République Démocratique du Congo	10
WWF et REDD+	13
Cinq principes de base de la REDD+	17

2. PRÉPARATION DU PROJET REDD+ EN RDC

Le Projet Mai-Ndombe	21
Résumé du projet	22
WWF et le Projet Mai-Ndombe	25
Partenariats stratégiques	26
Partenariat construit dans la forêt	29
Les principaux domaines de travail	30
Durée des événements REDD+ en RDC	32
Peuples Autochtones et Communautés locales de Mai-Ndombe	35
Réalisations et impacts	38

3. DÉFIS

41

4. LEÇONS APPRIS

43

5. PROCHAINES ETAPES POUR LA REDD+ EN RDC

Phase d'identification	46
Note d'idée du Programme des Réductions des Emissions en RDC	49

6. OPPORTUNITÉS RÉGIONALES

REDD+ dans le Bassin du Congo	53
Leçons de Mai-Ndombe pour répliquer à travers le Bassin du Congo	54

7. CONCLUSIONS





REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE
DU CONGO

Ministère de l'Environnement,
Conservation de la Nature et Tourisme

REDD+ for People and Nature: Case Study of an integrated approach to REDD+ readiness in Mai-Ndombe, Democratic Republic of Congo

PREFACE



Le changement climatique est une des menaces les plus importantes de notre planète. Maintenant, les scientifiques conviennent que plus de 20 % des émissions de carbone sont causées par la déforestation et la dégradation des forêts. Cela équivaut à plus que l'industrie du transport mondial –Tous les automobiles, camions, trains, avions et bateaux du monde entier. C'est simple, en utilisant durablement nos forêts, le changement climatique peut être abordé.

La République démocratique du Congo a un rôle important à jouer dans ce scénario. Avec plus de 1,5 millions d'hectares de couvert forestier, nos forêts peuvent aider le monde à lutter contre le changement climatique.

Grâce à la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et la conservation, la gestion durable des forêts et l'augmentation des stocks de carbone forestier (REDD +), Nous croyons qu'ils peuvent également aider notre pays à se développer et à faire prospérer notre peuple.

Depuis 2009, nous avons participé activement à la phase de préparation de la REDD +, la mise en place de la coordination au niveau national et collaborer avec des partenaires locaux et internationaux pour implémenter des projets pilotes.

Ce rapport est une étude de cas d'un tel projet pilote nommé *Mai-Ndombe*. Grâce à ce projet, la société civile, les communautés locales, le secteur privé et le gouvernement se sont réunis pour élaborer ensemble le début d'un mécanisme REDD + qui peut fonctionner dans un pays en voie de développement comme le nôtre.

Notre espoir est que, par le biais de cette étude de cas, nous arrivions à partager nos expériences et leçons apprises avec les autres – (Sud-Sud / Sud-Nord) –pour construire une base solide pour un mécanisme REDD + futur, pour le bien de personnes et de la nature du monde entier.

N'Sa Mputu Elima Bavon

Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme - République Démocratique du Congo

AVANT-PROPOS

Son but est de présenter et de partager des expériences, des leçons apprises et des témoignages des parties prenantes dans l'approche non-technique et conviviale qui renforce la capacité des acteurs de la REDD + dans le monde entier tant au niveau local, national qu'international pour informer les décideurs des politiques REDD + et accroître le niveau de préparation et de mise en œuvre de REDD +. Il n'est pas destiné à représenter tous les efforts de la REDD + en RDC.

Ces expériences et leçons apprises constituent le lien entre les deux niveaux, local et mondial. Ils mettent en évidence le niveau de l'ambition et de l'engagement qui existe au niveau local, afin que les décideurs au niveau mondial puissent suivre et rencontrer cette demande avec leurs propres ambitions et engagements.

WWF voudrait reconnaître l'appui et le partenariat avec le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC), qui, sans lequel ce travail, combien important, ne serait pas rendu possible. En outre, WWF tient à remercier ses principaux partenaires en RDC pour leur soutien et la détermination pour la réussite du projet REDD +, il s'agit notamment de : AMAR, Avocat vert, de l'administration provinciale de Bandundu, Groupe de Travail Climat REDD+ de la société civile de la RDC, DGPA, le Réseau des Peuples Autochtones, Dynamique Groupe pour les Peuple Autochtones, Forest Carbon Partnership Facility, le Groupe de Travail Climat REDD, GTF, l'Agence Française pour le Développement, Banque allemande de développement, Mbou Mon Tour, Novacel, Ntombokolo, OCEAN, Bureau de coordination nationale de REDD en RDC, REPALEF, RRN, SEBO, SODEFOR, Groupe de Travail Forêt, GACC, l'Union pour le développement des Minorités d'Ekonda, Programme de Collaboration des Nations Unies sur la Réduction des émissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts dans les Pays en Développement, la Banque Mondiale, l'USAID et surtout les entités administratives et communautaires qui étaient prêts à s'engager.

WWF voudrait également remercier ceux qui ont contribué à la conception et à la production de cette publication: Blesse Kalame Fobissie, Bruce Cabarle, Bruno Guay, Bruno Hugel, Carla Ngoyi, chef Mamé Ngono, Christian Mpassi, Vangu Lutete Clement, Elaine Pura, Etienne Benoit, Hermine Kleymann, Jean-Jacques Bambuta, Jean Mobuli, Jenny Guzman, Jolly Sassa Kiuka, Jostein Lindland, Leo Kanu Mbizi, Leslie Ouarzazi, Libby Garbis, Marc Rodriguez, Naikoa Amuchastegui-Aguilar, Patrick Onotamba Kondjo, Paul Chatterton, Peter Karanja, Raoul Kamanda Mangamfu, Raymond Lumbuenamo, Tosi Mpanu Mpanu, Vincent Kasulu et l'équipe WWF du Centre de Recherche de Malebo.

Cette publication est une étude de cas des activités préparatoires et des efforts déployés par WWF et ses partenaires dans les districts des Plateaux et de Mai-Ndombe en République Démocratique du Congo

WWF remercie également le soutien financier du Gouvernement de la Norvège, à travers le financement géré par l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement (NORAD), aux activités de la REDD +WWF décrites dans cette publication.

Les opinions exprimées dans ce document ne peuvent refléter ni la politique de NORAD ni celle du gouvernement de Norvège, moins encore celle de leurs affiliés.

ACRONYMES

AMAR: Action Massive Rurale
 CN-REDD: Coordination Nationale REDD, au sein du MECNT
 RDC: République Démocratique du Congo
 ER-PIN: La Note d'Idée du Programme de Réduction des Émissions
 FCPF: Partenariat de Facilité de Carbones de Forêts
 FIP: Programme d'Investissement Forestier
 CLIP: Consentement Libre, Informé et Préalable
 GTCR: Réseau REDD + de la Société Civile de la RDC
 CL&PAs : Communautés Locales et Peuples Autochtones
 MECNT: Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et du Tourisme de la RDC
 MRV: Mesurage, Reporting et Vérification
 NORAD: Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement
 PES : Paiement pour les Services Environnementaux:
 REDD: Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts dans les Pays en Développement; comprend également le rôle de la conservation, la gestion durable des forêts et l'augmentation des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement
 REPALEF: Réseau des Peuples Autochtones de la RDC
 ONU-REDD: Programme de Collaboration des Nations Unies sur les Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des Forêts dans les Pays en développement
 WWF: Organisation Mondiale pour la Conservation de la Nature (connue également sous le nom du Fonds Mondial pour la Nature)
 ZNDD: Zéro Nette sur la Déforestation et la Dégradation des Forêts



INTRODUCTION FORET ET CLIMAT

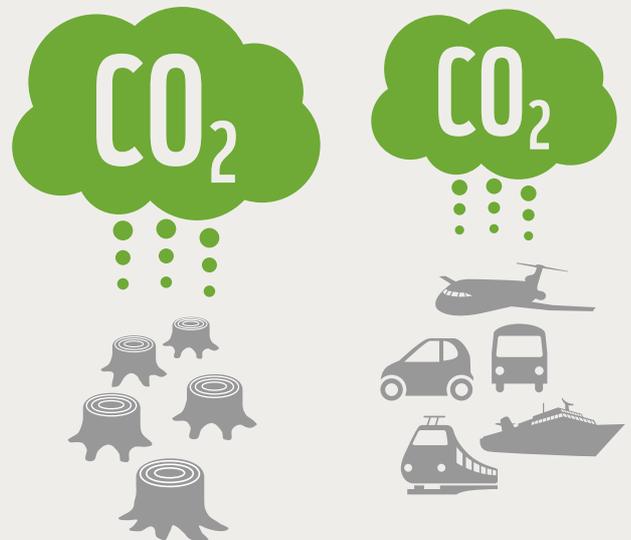
Le changement climatique est l'une des plus grandes menaces que l'humanité ait jamais connues

La déforestation et la dégradation des forêts conduisent au changement climatique et le changement climatique, à son tour, détruit les forêts. Avec plus de 1,6 milliards de personnes à travers le monde soutenues par les forêts et 300 millions de personnes vivant dans les forêts, les impacts négatifs du changement climatique et de la déforestation peuvent dévaster les communautés humaines, toute entière.

Les scientifiques s'accordent à dire que jusqu'à 20% des émissions du carbone au niveau mondial sont causées par la déforestation et la dégradation de la forêt. Pourquoi? Parce que les arbres absorbent le CO₂, puis ils libèrent l'oxygène et stockent le carbone. Quand ils sont coupés, ils libèrent ce carbone - Quand leur qualité diminue, leur capacité à stocker le carbone en est réduite.

A quoi égalent ces 20% d'émissions mondiales de carbone? Il est plus que le total des émissions de carbone de tout le secteur mondial des transports - tous les automobiles, camions, trains, bateaux, avions, etc. dans le monde.

Pour cette raison, la conservation des forêts est l'une des façons la plus rapide et efficace pour lutter contre le changement climatique à grande échelle. De ce constat, la communauté mondiale a identifié la **Réduction des Emissions due à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD)**, aussi bien que la conservation, la gestion durable des forêts et l'augmentation des stocks de carbone forestiers (REDD +), comme le mécanisme le plus efficace.



**LA DÉFORESTATION ET LA DÉGRADATION DES FORETS
REPRÉSENTENT 20% DES EMISSIONS ANTHROPIQUES
MONDIALES DE CO₂, PLUS QUE L'ENTIERETE DU SECTEUR
DES TRANSPORTS MONDIAL (QUI COMPTE POUR 13%)**

REDD + VISE À DONNER PLUS DE VALEUR AUX FORÊTS TROPICALES DEBOUT QU'ABATTUES



« Pour nous, la REDD + est une bonne combinaison d'efforts entre les pays développés et les pays en développement qui ont des ressources nécessaires mais manquent de financement pour mettre en œuvre le processus ». Tosi Mpanu Mpanu, Coordonnateur National de REDD + au sein du MECNT de la RDC.

Lorsque c'est bien fait, de manière à garantir l'environnement et les droits des communautés locales et des peuples autochtones, la REDD + peut faire bénéficier non seulement le climat, mais aussi la biodiversité et les moyens de subsistance des populations.

L'un des avantages de la REDD + est le potentiel de l'opportunité financière qui en découle. En termes simples, le processus financier de la REDD + est élaboré pour rendre disponible les fonds aux pays en développement qui produisent des émissions de carbone, et de payer ces fonds aux pays à vocation forestière qui utilisent leur forêts pour stocker les émissions de carbone. Ceci en revanche produit une incidence financière aux pays en développement afin de stopper l'abattage des forêts pour réduire les émissions de carbone et maintenir l'approvisionnement en eau, la protection des sols, la subsistance, la biodiversité, la productivité économique et les espaces de vie des autochtones. Enfin, la REDD + a le potentiel de donner plus de valeurs aux forêts debout qu'abattues.

Bien qu'il reste encore du travail à faire au niveau de la politique mondiale pour mettre en place un mécanisme formel de la REDD +, aujourd'hui, le pays comme la RDC et les groupes de conservation comme WWF sont partenaires au niveau local afin de jeter les bases de REDD + à devenir une réalité, et pour faire bénéficier le peuple et la nature de son potentiel.

« Le changement climatique est une question très importante pour le gouvernement de la Norvège et REDD est perçue comme l'un des meilleurs moyens d'éviter le changement climatique. »

Jostein Lindland, Conseiller Régional de l'Ambassade de Norvège sur le Changement Climatique des Forêts.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La République Démocratique du Congo (RDC) est située en Afrique Centrale, et est le deuxième pays le plus grand du continent après l'Algérie. Avec une superficie de 2,3 millions de kilomètres carrés, il est plus grand que le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, l'Italie, le Pays-Bas et l'Autriche réunis.



La RDC est l'un des six pays du Bassin du Congo - l'une des zones les plus importantes de la biodiversité sur terre, et la deuxième plus grande forêt tropicale au monde. Des grandes extensions des forêts primaires existent encore dans le Bassin du Congo - ce qui lui confère le nom de Cœur vert d'Afrique. Les forêts de la RDC représentent 60% des forêts du Bassin du Congo et comptent environ 1,5 millions de kilomètres carrés de couvert forestier.

Seulement 6% des Congolais ont accès à l'électricité, 94% de 71 millions des congolais - Près de 67 millions de personnes - dépendent de la forêt pour la source d'énergie de bois de chauffe et de charbon de bois. Il sied de signaler que les moyens de subsistance de 40 millions de personnes dépendent directement des forêts: l'agriculture familiale de subsistance, les produits ligneux et le bois de chauffage, le charbon de bois pour des besoins domestiques. Ce qui conduit à une forte pression sur les forêts du pays et a entraîné un taux moyen de déforestation de 350.000 hectares par an. - L'un des plus élevés au monde.



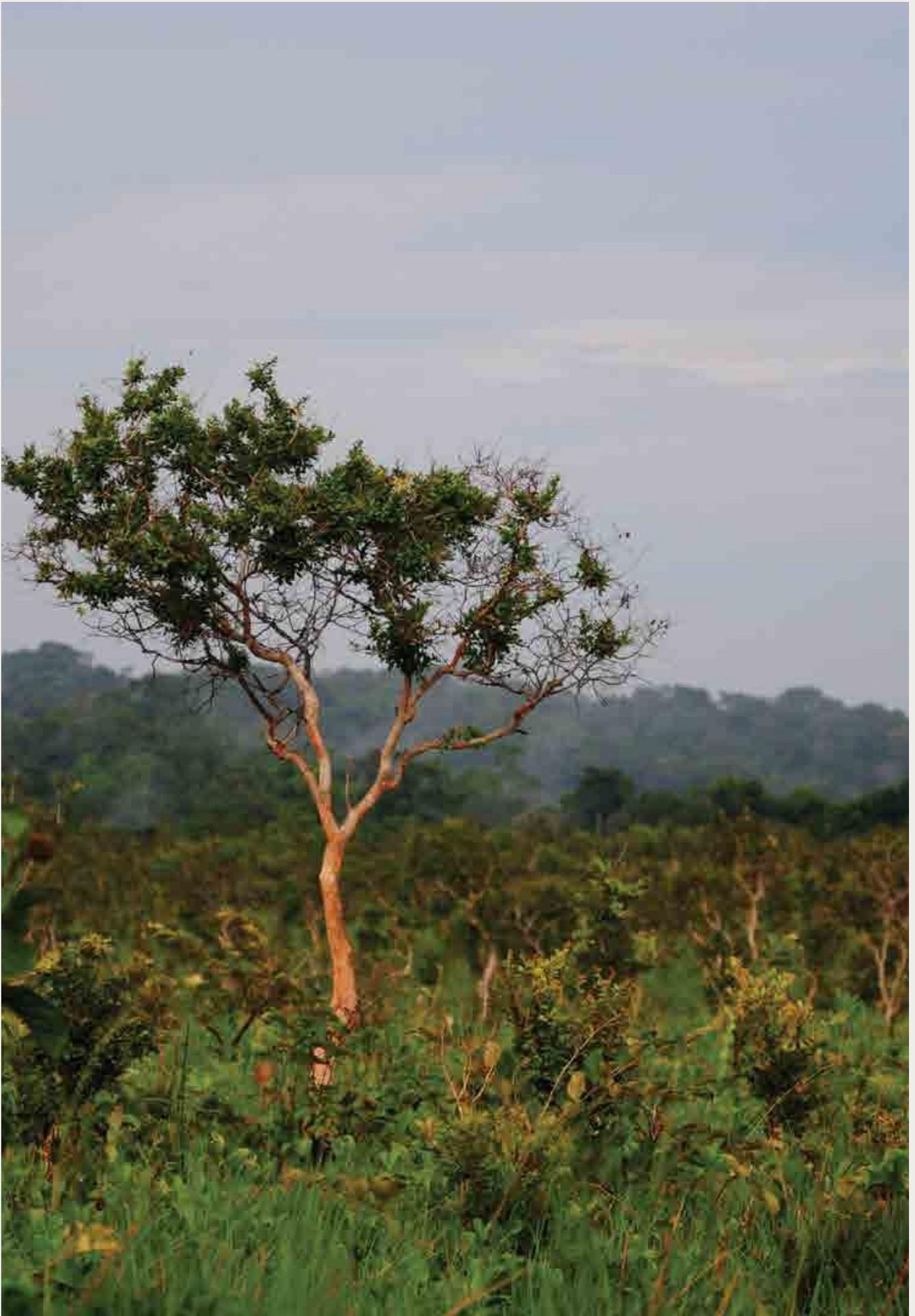
FACTEURS CLES DE LA DEFORESTATION EN RDC



La RDC est parmi les 10 premiers pays du monde en termes de perte de couverture forestière, avec un taux annuel de déforestation estimé à 350.000hectares au cours de la période 2000-2010. Cette déforestation est concentrée sur les "points chauds" situés autour des grandes villes du pays, ainsi que dans les zones densément peuplées aux abords des forêts du vaste massif de la cuvette centrale.

En RDC, la déforestation n'a pas souvent eu une seule cause directe: il ya une forte interaction entre l'exploitation forestière, l'agriculture, le bois et les feux de brousse. Ménages à grande pratique d'agriculture itinérante sur brûlis et de l'exploitation du bois de chauffe (y compris le charbon) et le bois d'œuvre semblent être les principaux facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts dans le pays.

D'autres causes indirectes de la déforestation existent, on peut citer notamment: le manque de gouvernance, le manque de sécurité et du régime foncier, la dégradation des terres, le manque des alternatives viables, les besoins de développement des infrastructures, la grande exploitation informelle des ressources naturelles (80%), la faible capacité technique, et la croissance démographique.



LA RDC ET REDD +

La RDC est aujourd'hui confrontée de plus en plus à des utilisations concurrentes de ses ressources forestières:

- Les moyens de vie des populations sont essentiellement de modes de vie de subsistance contre la valeur économique comme ressource commerciale;
- Le besoin de développement des infrastructures contre le besoin pour la conservation des terres et des ressources ;
- Haute-valeur des forêts comme potentiels de source de carbone contre les effets potentiellement néfastes sur les émissions de carbone due à la déforestation à la fois du pays et du reste du monde ;
- Les impacts de la valeur commerciale des exploitations forestières, contre les pertes de forêts autour des bassins hydrographiques et de la production d'hydroélectricité à long terme.
- En réponse, le gouvernement de la RDC se penche vers la REDD + comme solution pour maintenir toutes les valeurs de ses forêts, notamment la productivité économique, l'énergie et les moyens de subsistance, tout en conservant également la biodiversité et la réduction des émissions nocives de carbone.
- Dans le cadre de cet engagement, le gouvernement a démontré une forte volonté politique et a pris un certain nombre de mesures clés depuis 2009, dont notamment:
 - L'arrêté du Premier Ministre instituant un cadre juridique pour la REDD + ;
 - L'établissement d'un Comité national de REDD+ - 14 membres, dont sept du gouvernement et sept de la société civile.
 - L'établissement d'un Comité interministériel REDD+
 - La Coordination nationale REDD + (CN-REDD +)- Branche Nationale opérationnelle de la REDD + instituée au sein du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECNT) ;
 - Trois approches REDD + : Préparation –renforcement des capacités techniques, de gouvernance et capacités financières nécessaires pour la mise en œuvre du projet REDD +
 - Démonstration - Investir dans la mise en œuvre de la REDD +capacité de concevoir des projets à grande échelle ;
 - Mise en œuvre - Lancement d'un marché fonctionnel de carbone sur base de mécanisme REDD +



**LA RDC EST FERMEMENT ENGAGÉE
DANS LE PROJET REDD+ DEPUIS
2009, ET VOIT LA REDD+ COMME UN
OUTIL DE « DÉVELOPPEMENT VERT
TRANSFORMATIONNEL » QUI
PERMETTRA À L'ÉCONOMIE ET AUX
INFRASTRUCTURES DU PAYS DE SE
DÉVELOPPER TOUT EN CONSERVANT
LA VALEUR FINANCIÈRE, DE LA
BIODIVERSITÉ ET DES MOYENS
D'EXISTENCE DE SES FORÊTS.**



Les efforts de la RDC dans la phase préparatoire de la REDD+ sont actuellement conduits par le MECNT et elle est réalisée à travers le partenariat avec le programme REDD des Nations-Unies (ONU-REDD) et le «*Forest Carbon Partnership Facility (FCPF)*» géré par la Banque Mondiale. La CN-REDD, une agence du MECNT et le Comité interministériel REDD+ assurent la Coordination inter-et multisectorielle.



« L'objectif principal du Gouvernement de la RDC est de réduire la pauvreté :
- accroître le revenu national et permettre la redistribution équitable des richesses nationales. REDD+ est un outil qui peut nous aider à mettre en place un objectif transformationnel dans la création des richesses nationales ».

Tosi Mpanu Mpanu, Coordonnateur National de REDD+ du MECNT de la RDC

LA REDD + OFFRE DES PRIMES D'ENCOURAGEMENT POUR LA GESTION DES FORETS AFIN DE REDUIRE LES ÉMISSIONS DE CARBONE ET DE MAINTENIR LA GAMME PLUS COMPLETE DES VALEURS TELLES QUE LA BIODIVERSITÉ, L'APPROVISIONNEMENT EN EAU, LA PROTECTION DES SOLS, LA PRODUCTIVITE ÉCONOMIQUE, LA SUBSISTANCE ET LES ESPACES DE VIE DES AUTOCHTONES







LE WWF ET LA REDD+

L'organisation mondiale pour la conservation, WWF est activement impliquée dans la promotion du projet REDD + comme solution efficace pour répondre aux questions clés de la conservation- dont notamment la conservation des forêts, la biodiversité et le changement climatique –en même temps garantir la promotion des moyens de subsistance des populations qui dépendent des forêts.

WWF soutient aussi les cinq principes de base de la REDD + qui sont parties intégrantes du processus REDD +, les questions clés suivantes sont abordées: le climat, la biodiversité, les moyens de subsistance, les droits des peuples autochtones et des communautés locales (PACL) et un financement juste et efficace.

Les activités de REDD + menées par WWF en RDC sont localement coordonnées par des spécialistes avec l'équipe WWF de la RDC avec l'appui technique et stratégique des experts au niveau international, notamment l'Organisation Internationale de l'Initiative Climat et Forêt. Un financement important pour les projets REDD + de WWF est assuré par l'Agence Norvégienne de Coopération au développement (Norad) comme une part de l'Initiative norvégienne sur les Forêts et le Climat.

WWF a identifié la RDC comme région prioritaire de la REDD +, considérant le vaste étendu des forêts de ce pays qui ne sont pas encore menacées mais dotées d'un potentiel significatif de réservoirs de carbone.

WWF travaille avec les gouvernements des pays forestiers, et sur le terrain, il travaille avec les communautés locales en vue de renforcer leurs capacités et d'assurer des programmes, des normes, des approches et des technologies du projet REDD + produisant ainsi des réductions réelles et vérifiables des émissions tout en bénéficiant la biodiversité et le bien-être des populations.

En RDC, le WWF-RDC travaille en étroite collaboration avec le gouvernement pour voir comment les communautés locales et les plans de gestion du territoire peuvent être efficacement orientés vers la NZDD.

WWF fait la promotion du taux Zéro Net sur la déforestation et la dégradation des forêts (ZNDD) et voit la REDD+ comme un mécanisme d'atteinte de cet objectif.



QU'EST-CE QUE LE ZÉRO NET DÉFORESTATION ET DÉGRADATION DE LA FORET ?

WWF définit ZNDD comme étant aucune perte des forêts par la déforestation et aucune diminution nette de la qualité des forêts par la dégradation. ZNDD offre une certaine flexibilité: ce n'est pas la même chose que pas d'abattage des forêts dans aucune circonstance... Par exemple, Il est reconnu le droit des populations à utiliser certaines forêts pour l'agriculture ou troquer les forêts dégradées pour libérer d'autre terre pour restaurer d'importants corridors biologiques, qui ferait que les valeurs de la biodiversité, la quantité et la qualité nette des forêts soient maintenues.

LES CINQ PRINCIPES DE BASE REDD+

REDD+ offre une opportunité unique d'aborder la perte et la dégradation des forêts tout en tirant profit du climat, de la biodiversité et des populations de la planète. Ces cinq principes de base définissent le modèle global de référence pour la réussite du projet REDD+ :



1. CLIMAT REDD+ contribue manifestement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre avec les objectifs nationaux s'insérant dans la dynamique internationale.

2. BIODIVERSITÉ REDD + Maintient et / ou améliore la biodiversité forestière et les services des écosystèmes.



3. MOYENS DE SUBSISTANCE REDD + contribuent au développement durable et équilibré par le renforcement des moyens de subsistance des communautés dépendant des forêts.



4. DROITS REDD + reconnaît et respecte les droits des peuples autochtones et ceux des communautés locales.



5. FINANCEMENT JUSTE ET EFFICACE.

REDD + mobilise des ressources de manière immédiate, adéquate et prévisible pour mener des actions dans les zones forestières prioritaires de façon équitable, transparente, participative et coordonnée.



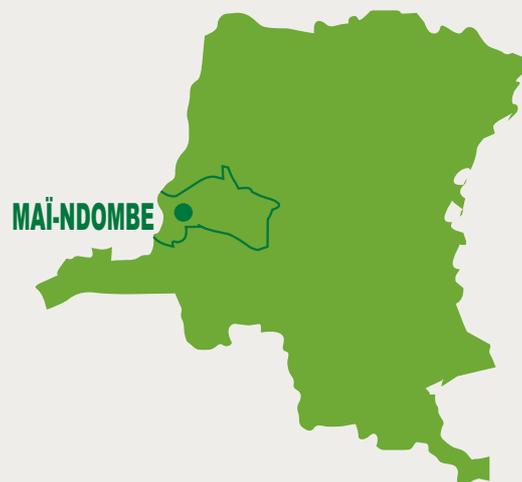
LA PRÉPARATION REDD+ EN RDC LE PROJET DE MAI-NDOMBE

LE WWF travaille avec le Gouvernement de la RDC, les organisations internationales et les partenaires locaux pour la mise en œuvre de la phase préparatoire REDD+ axé sur la région de Mai-Ndombe dans la province de Bandundu.

Mai-Ndombe est un paysage de 12 millions d'hectares situé au nord-est de la ville province de Kinshasa, et une province en devenir en vertu de la nouvelle constitution du pays. Il est couvert de forêt tropicale humide et de la forêt-galerie, qui est un habitat essentiel pour le bonobo en voie de disparition (*Pan paniscus*), les espèces de grands singes endémiques trouvées nulle part ailleurs sur la terre. Ces forêts sont entrecoupées par des marécages et des savanes - dont certaines parmi elles sont sur des sols profonds.

A Mai-Ndombe, l'agriculture itinérante sur brûlis, l'élevage traditionnel, le ramassage du bois, la production de charbon pour les marchés locaux et régionaux ont un impact sur les forêts. Cela comprend également la forte pression créée par les demandes des huit millions d'habitants de la capitale de la RDC, Kinshasa, dont Mai-Ndombe fournit le bois de chauffage et des produits agricoles.

En revanche, la densité de la population de Mai-Ndombe est faible, avec peu de grandes villes ou de villages. Le mode de vie des populations locales est basé sur la chasse, la pêche et la cueillette de produits forestiers non ligneux.



RESUME DU PROJET

Le projet a été élaboré dans une **approche intégrée**-regroupant le gouvernement, la communauté, les organisations de la société civile et le secteur privé, travaillant aux niveaux local, national et sous-national - en vue de parvenir à la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts au **niveau National** en s'attaquant aux causes sous-jacentes de la déforestation directement liées à la pauvreté rurale et au manque de gouvernance, et ce à l'échelle nationale en travaillant sur plusieurs **juridictions** pour plus d'impact.

Au niveau local, le projet REDD +Maï-Ndombe a commencé comme un exercice de renforcement des capacités pour donner l'autorité aux peuples autochtones et aux communautés locales à participer efficacement au processus REDD + de manière à connaître et réclamer leurs droits. Cela a impliqué, entre autres:

- Le Micro-zonage des terres des communautés pour l'amélioration de leur tenure foncière ;
- Le renforcement des capacités sur la gouvernance locale ;
- Le renforcement des capacités des communautés locales ;
- La conception des approches alternatives pour le partage des avantages.

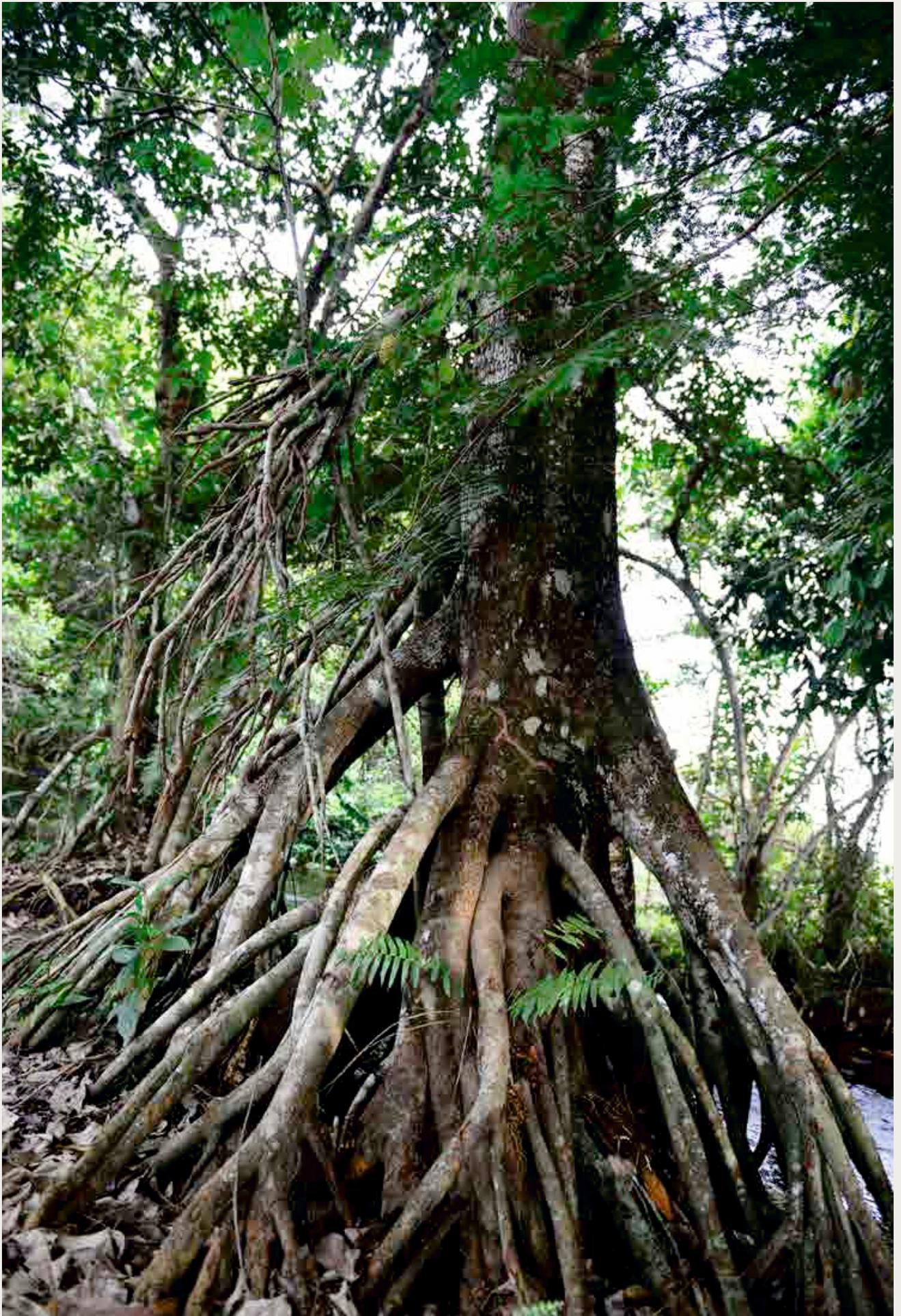
Il a également tenu compte des priorités locales, et en les incluant dans la stratégie nationale REDD + en vue de:

- Promouvoir et de valider des outils méthodologiques au niveau national du Consentement Libre Informé et Préalable (CLIP)
- Devenir un catalyseur essentiel du processus REDD+ au niveau national en fournissant les ressources et l'expertise technique nécessaires et en influençant les bailleurs de fonds internationaux ;
- Appuyer la stratégie nationale de communication sur le changement climatique ;
- Développer les standards sociaux et environnementaux ;
- Elaborer le processus de micro zonage participatif ;
- Effectuer le Test méthodologique de MRV au niveau communautaire ;
- Permettre une partie de Maï-Ndombe d'être sélectionnée comme un site clé pour les Programme d'investissement forestier (FIP) et de réduction des émissions (ER-PIN).

Le projet REDD+ de Maï-Ndombe ouvre la voie de la REDD+ en RDC par le renforcement des capacités nécessaires à la réalisation de la REDD+ de manière transformationnelle.

IL EST ANTICIPÉ QU'AU COURS DE 10 PROCHAINES ANNÉES, L'EXPENSION DU PROJET TOUCHERA DIRECTEMENT PLUS DE 300 000 MÉNAGES DANS 12 MILLIONS D'HECTARES -LE TAUX DE DÉFORESTATION SE RÉDUIRA DE MANIÈRE DURABLE DE MOITIE, EN REDUISANT LES ÉMISSIONS DES GAZ A EFFETS DE SERRE DE PLUS DE 60 MILLIONS DE TONNES DE CO2, EN OBTENANT DE FINANCEMENT REDD +70 MILLIONS DE DOLLARS.





WWF ET LE PROJET MAI-NDOMBE

WWF s'est engagé avec le gouvernement et les communautés locales dès le début du Projet pour s'assurer l'approche participative du processus et la vision partagée de l'initiative.

WWF a identifié trois objectifs principaux des activités du projet:

- Assurer la participation effective des peuples autochtones et des communautés locales afin que leurs droits soient respectés à travers les initiatives REDD+ pour qu'ils contribuent à la réduction de la pauvreté et de générer différentes méthodologies et leçons pour enrichir les politiques REDD+ tant au niveau national qu'international ;
- Démontrer la voie pour le ZNDD dans le Maï-Ndombe qui produit une gestion efficace des stocks de carbone et d'autres valeurs de conservation des forêts, offrir aux CL&PA des avantages et influencer le développement de l'architecture et les stratégies nationales REDD+
- influencer les engagements nationaux et internationaux, les modalités de financement et les institutions pour que la REDD+ puisse assurer la reconnaissance de conservation de la biodiversité et le développement des communautés locales ;

Ces trois objectifs sont bâtis sur le principe d'utilisation de la REDD+ comme outil de réalisation des politiques de développement pro-pauvres s'appuyant fortement sur le partenariat public – privé et la gestion de l'utilisation de terre en vue de s'attaquer aux causes directes et sous-jacentes de la déforestation relatives à la pauvreté rurale et au manque de gouvernance.



« NOUS VOULONS METTRE LES COMMUNAUTES AU COEUR DU PROCESSUS REDD+ EN RDC. LES PRINCIPAUX MOTEURS DE LA DEFORESTATION SONT LIES AUX COMMUNAUTES A CAUSE DE LEURS DEPENDANCES AUX RESSOURCES FORESTIERES POUR SURVIVRE AU JOUR LE JOUR. CE PROJET RECONNAÎT LES DROITS DES COMMUNAUTES ET LEUR DONNE UNE OPPORTUNITE DE PARTICIPER ET DE GERER LEURS PROPRES RESSOURCES »

BRUNO PERODEAU, CHEF DU PROGRAMME FORET -WWF/RDC

PARTENARIATS STRATEGIQUES

Une approche intégrée et inclusive a été un des piliers de la réussite du Projet de Mai-Ndombe, démontrant l'éventail complet des capacités à appuyer le projet.

Le processus a également été très participatif, apportant des perspectives différentes et des connaissances à la fois de la base vers le sommet et de haut en bas.

Le Gouvernement, la société civile et les donateurs internationaux ont reconnu WWF comme partenaire clé et partisan du processus REDD+ en RDC. WWF est une ressource précieuse, capable de fournir des conseils et orientations à toutes les parties prenantes tant nationales qu'internationales impliquées dans le processus REDD+ en République Démocratique du Congo. Toutefois, WWF ne pourrait jouer ce rôle important que si ce n'est pour le renforcement des partenariats.

Le gouvernement de la RDC a également reconnu qu'il a besoin des partenariats pour faciliter le renforcement des capacités techniques et financières nécessaires pour la mise en œuvre de la REDD+.

«La RDC est confrontée à de nombreux défis, Seuls, nous ne pourrions pas aller jusqu'au bout.

Nous avons besoin d'un partenariat fort et de l'harmonisation des approches, des méthodologies et des synergies entre les stratégies de conservation. La REDD + n'est pas une aide d'argent, mais nous voulons un effet bénéfique mutuel du partenariat.

"Tosi Mpanu Mpanu, Coordonnateur National REDD+ pour le MECNT de la RDC



« TRAVAILLER ENSEMBLE C'EST AUSSI A PROPOS

DE LA MODERNISATION DE LA MANIÈRE DONT LES COMMUNAUTÉS SONT ORGANISÉES ET REPRÉSENTÉES »

BRUNO PERODEAU, CHEF PROGRAMME FORET DU WWF-RDC



PARTENAIRES DIRECTS ET RÔLES

LE MECNT DE LA RDC

Intégration du programme dans la stratégie nationale REDD+ et supervision

CN-REDD

Une agence du MECNT qui est le lien national entre les parties prenantes locales et nationales, coopère avec des partenaires extérieurs et favorise la promotion d'une approche intersectorielle de la REDD +

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FONDS MULTI-BAILLEUR

Gestion Provisoire du Fonds fiduciaire National REDD +

ONU-REDD

Conseils techniques dans la conception du programme et dans la mise en œuvre du système de Mesurage, Rapport et de Vérification

(MRV) WWF

Conseils techniques dans la conception du programme et dans la mise en œuvre de la planification d'utilisation des terres locales.

GOUVERNEMENT LOCAL ET COMITES RURAUX

L'intégration et l'approbation des plans d'utilisation des terres et la résolution des conflits.

LES AUTORITES COUTUMIERES ET LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES LOCALES RECONNUES LEGALEMENT

Mise en œuvre au niveau des villages des plans locaux d'utilisation des terres et l'adoption des stratégies alternatives d'amélioration des conditions de vie.

ENTREPRISES AGRICOLES (NOVACEL, SEBO)

Mise en œuvre des stratégies agricoles / d'agroforesterie et de contrôle des feux de brousse.

LES SOCIETES D'EXPLOITATION FORESTIERES(SODEFOR)

De la certification forestière à l'exploitation forestière à faible impact

SOCIETE CIVILE (GTCR, RRN, CIP CONGO, Hans Seidel, EGLISES)

Information, éducation et communication, la supervision et l'appui aux activités habilitantes

LES BAILLEURS DE FONDS (FIP, KFW, FFBC, USAID-CARPE, le NORAD, AFD)

Appuient déjà les investissements sur les activités sectorielles, habilitantes et pertinentes.



UN PARTENARIAT CONSTRUIT DANS LA FORET

Patrick Onotamba Kondjo, Expert forestier, de la Direction des Inventaires et Aménagements Forestiers du MECNT en RDC, fait partie d'une équipe MRV à l'œuvre dans la forêt pour mesurer les stocks de carbone. Il travaille aux côtés de Carla Ngoyi, Spécialiste de MRV du WWF-RDC qui a formé des membres de la communauté locale pour aider aux efforts de l'équipe MRV. En s'associant et en travaillant au sein d'une équipe intégrée, tous les acteurs se sentent comme faisant partie du projet.

Un des plus importants aspects de la REDD+ se trouve lorsqu'on essaie d'évaluer et de quantifier combien de carbone les arbres peuvent absorber



«IL EST ESSENTIEL QUE NOUS TRAVAILLIONS ENSEMBLE AFIN QUE LE PROCESSUS SOIT TRANSPARENT ET QUE LES POPULATIONS LOCALES SACHENT CE QUE NOUS FAISONS DANS LEURS COMMUNAUTÉS. NOUS AIDONS LES PARTENAIRES LOCAUX A METTRE EN PLACE DES PLACETTES PERMANENTES POUR QUE NOUS AYONS UN MÉCANISME POUR POUVOIR COMPTER LES ARBRES, MESURER LA BIOMASSE ET LE DIOXYDE DE CARBONE ABSORBE. »

CARLA NGOYI, SPÉCIALISTE EN MRV du WWF.



PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTION

Le projet Mai-Ndombe a été stratégiquement élaboré pour assurer la mise en place des éléments pouvant soutenir et jeter les bases du programme national de la RDC visant la réduction des émissions - un programme de démonstration REDD+ à l'échelle nationale:

1. ENGAGEMENTS.

Exprimés dans les accords politiques et en termes d'objectifs locaux, régionaux et nationaux quantifiables, rendus solennellement publics.

2. ZONAGE.

Axé sur la conservation des forêts les plus menacées et de travailler avec les plus compétents afin de fournir une protection efficace des forêts.

3. PROCESSUS PARTICIPATIFS.

L'inclusion et la participation du public à tous les niveaux dès la phase d'élaboration jusqu'à la mise en œuvre du projet REDD + en RDC, y compris la mise en place d'un régime foncier.

4. ABORDER LES MOTEURS DE LA DÉFORESTATION.

Les identifier et proposer des alternatives socio-économiques

5. CAPACITÉ TECHNIQUE.

Développer les capacités nationales et locales nécessaires pour mettre en œuvre la REDD +

6. GOUVERNANCE.

Travailler avec les autorités locales, territoriales et nationales en vue d'établir aussi bien un cadre juridique que de soutien au profit de la REDD +

7. FINANCES

S'assurer de la capacité du projet à continuer, étant donné que son objectif est à long terme.



LES LACUNES DANS CES CAPACITES ETAIENT ALORS IDENTIFIEES COMME DES QUESTIONS CLÉS POUR LE PROJET MAI-NDOMBE EN VUE DE LES ABORDER ET LES SUBDIVISER EN CELLES QUI ONT D'UNE PART UN IMPACT AU NIVEAU NATIONAL ET D'AUTRE PART AU NIVEAU LOCAL:

Au niveau national

- Il est difficile d'impliquer les communautés locales dans les discussions relatives à la REDD+ au niveau national en l'absence de projets REDD+ en cours sur terrain.
- Les cadres sous-national et national REDD+ sur le CLIP, le partage des bénéfices, la participation et le foncier ne sont pas encore développés
- La pauvreté rurale et absence d'alternatives à la déforestation rendent la tâche difficile des'engager dans la REDD+ avec les communautés et les autorités

Niveau local

- Le manque de connaissances et l'accès limité à l'information parmi les Peuples Autochtones et les Communautés Locales pour prendre des décisions en connaissance des causes au sujet de la REDD+
- Manque d'implication des CL&PAs dans les discussions sur les priorités internationales REDD+ (du sommet à la base/ du bas vers le haut).
- Faible implication des CL&PAs en matière dans la planification de l'utilisation des terres
- Absence de dispositions adéquates pour aborder les questions relatives aux droits fonciers des communautés / droits aux ressources, le CLIP, le partage équitable des bénéfices et des questions connexes.

LE PROJET MAI-NDOMBE A ETE CONÇU POUR COMBLER CES LACUNES EN S'ENGAGEANT DANS LES DOMAINES DE TRAVAIL SUBDIVISÉS EN TROIS COMPOSANTES PRINCIPALES :

Rendre possible des programmes, des programmes sectoriels et les activités visant la satisfaction des conditions techniques de la REDD+.

LES ÉVÉNEMENTS REDD+ EN RDC RELATIFS AU TERRITOIRE DE MAI-NDOMBE

2009

2010

2011

Janvier - juin



- La RDC est formellement engagée dans la REDD+



- L'atelier de lancement et de validation du projet Mai-Ndombe par les parties prenantes locales, provinciales, nationales et internationales
- La présentation de l'approche intégrée REDD+ Mai-Ndombe à UNFCCC à Cancun par le Gouvernement de la RDC
- L'engagement de WWF dans la mise en œuvre du projet de Mai-Ndombe
- La sensibilisation des autorités provinciales sur le projet REDD+ et le changement climatique



- Haut niveau de renforcement des capacités
- Favoriser le processus CLIP
- Micro-zonage des 15 communautés pilotes dans le Territoire de Bolobo réalisé –plus de 750 hommes et femmes y participent.
- Les études au niveau sous-national des moteurs de la déforestation
- Lancement de l'inventaire Forestier National



LA RDC ET MAI-NDOMBE

2011

Juillet - Décembre



- Consultation publique sur la REDD+ à l'Université d'été REDD+
- Renforcement des capacités des Peuples Autochtones, des communautés locales et des organisations nationales de la société civile pour participer au processus REDD+
- Validation et adoption du Guide méthodologique CLIP du pays par le Comité National REDD+
- Reconnaissance officielle du site pilote pour le FIP
- L'étude de faisabilité sur les forêts communautaires
- Zonage communautaire participatif convenu comme la principale activité habilitante de la REDD+
- La Structure organisationnelle et financière provinciale de REDD+ est établie
- L'initiative Mai-NDOMBE présentée aux événements parallèles de la RDC et de l'USAID/CARPE lors de la COP17 à Durban

2012

Janvier - Juin



- 22 représentants des communautés formés sur l'utilisation de l'ordinateur pour collecter et enregistrer les données MRV
- Présentation du draft de l'ER-PIN de la RDC à Santa Marta, Colombie
- Plus de 1000 peuples CL&PAs de cinq territoires du projet sensibilisés sur le changement climatique par les sensibilisateurs formés des organisations nationales et locales de la société civile
- Estimation des stocks de carbone entreprise
- Mission de terrain du FIP dans le Territoire de Bolobo dans le Mai-Ndombe
- Atelier régional REDD+ sur le Bassin du Congo utilisant Mai-Ndombe comme un cas d'étude
- Méthodologie communautaire MRV développée et disséminée dans le Mai-Ndombe
- L'élaboration finale de l'ER-PIN construit sur les succès du projet Mai-Ndombe permet d'anticiper qu'il devrait générer 70 millions de dollars pour les efforts de la RDC dans le cadre de la REDD+, pour atteindre 300.000 ménages sur une superficie de 12 millions d'hectares et à réduire de moitié, et de façon durable, le taux de déforestation, la réduction des émissions de gaz à effet de serre par plus de 60 millions de tonnes de CO₂, sur la base d'un taux d'efficacité de 50% de réduction des émissions.





LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LES COMMUNAUTES LOCALES

Ces groupes sont prédisposés à perdre plus à cause de la déforestation et sont souvent les mieux placés pour agir comme gardiens et défenseurs des forêts. Les CL&PAs jouent un rôle de premier plan dans le projet de Maï-Ndombe, comme la stratégie globale est axée sur le zonage participatif et la reconnaissance des droits coutumiers. Les CL&PAs sont également des principaux bénéficiaires et parties prenantes, notamment dans la mise en œuvre des activités telles que la conservation des forêts, le reboisement et la protection contre les incendies (feu) de savane causée par l'homme.



«La participation des personnes est essentielle: quelle relation établissez-vous entre la pauvreté et la déforestation? Comment pouvez-vous demander aux gens de ne pas abattre les arbres, mais de préserver la forêt, lorsqu'il n'y a pas de valeur ajoutée concrète en termes de leur alimentation compte tenu de leur état de pauvreté?» Tosi Mpanu

Mpanu, Coordonnateur national REDD pour le MECNT

En utilisant le zonage participatif comme outil, WWF travaille avec 750 membres de la communauté dans la Chefferie de Bateke Nord du Territoire de Bolobo dans le Maï-Ndombe pour élever leur voix et leur influence sur la politique d'utilisation des terres, avec un accent particulier sur les groupes qui sont actuellement marginalisés. En s'assurant que les communautés sont informées des politiques, des questions juridiques et contractuelles qui peuvent influencer sur leur utilisation des terres et d'autres droits, l'objectif du WWF est de soutenir les processus de prise de décision transparents qui impliquent une large participation des communautés. WWF assure également une formation des communautés sur le suivi et la quantification des stocks de carbone, dans le but de soutenir un meilleur engagement des communautés dans le processus REDD +.

L'inclusion des communautés dépendantes des forêts est essentielle à tout effort de conservation de la forêt.

"CELA A ETE UN CHANGEMENT MAJEUR: AU LIEU DE FAIRE DE LA REPRESENTATION DEMOCRATIQUE DE HAUT EN BAS, NOUS ALLONS DE BAS EN HAUT. LA CHOSE LA PLUS IMPORTANTE MAINTENANT EST DE CONTINUER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS PILOTES AVEC LES COMMUNAUTES ET AUTRES INTERVENANTS AVANT D'ETENDRE L'INITIATIVE SUR TOUTE LA REGION."

BRUNO PERODEAU, Chef du Programme Forêt WWF-RDC



La communauté du village Nkala dans le Mai-Ndombe a une fois eu des conflits avec d'autres communautés villageoises locales sur l'utilisation des terres, et a une communauté de bonobos en voie d'extinction dans ses forêts. La communauté a travaillé avec l'équipe de projet pour développer un plan d'utilisation des terres et une carte de zonage. Le Chef Mamé Ngono affiche fièrement les cartes aux visiteurs du village et dit qu'ils ont eu un impact significatif sur la communauté en établissant une compréhension partagée d'utilisation des zones de terres.



"Il a contribué à réduire les conflits entre villages, comme tout le monde sait et accepte où les bornes de terres se trouvent et ce qu'est

l'utilisation des terres. Maintenant, nous avons la paix avec nos voisins. Il nous aide à savoir où la forêt sacrée se trouve. Il s'agit d'une grande amélioration pour nous, avant on abattait les arbres de la forêt en désordre. Je dirai aux générations futures que sans la forêt, vous serez sans vie." Chef MAME NGONO, Village Nkala

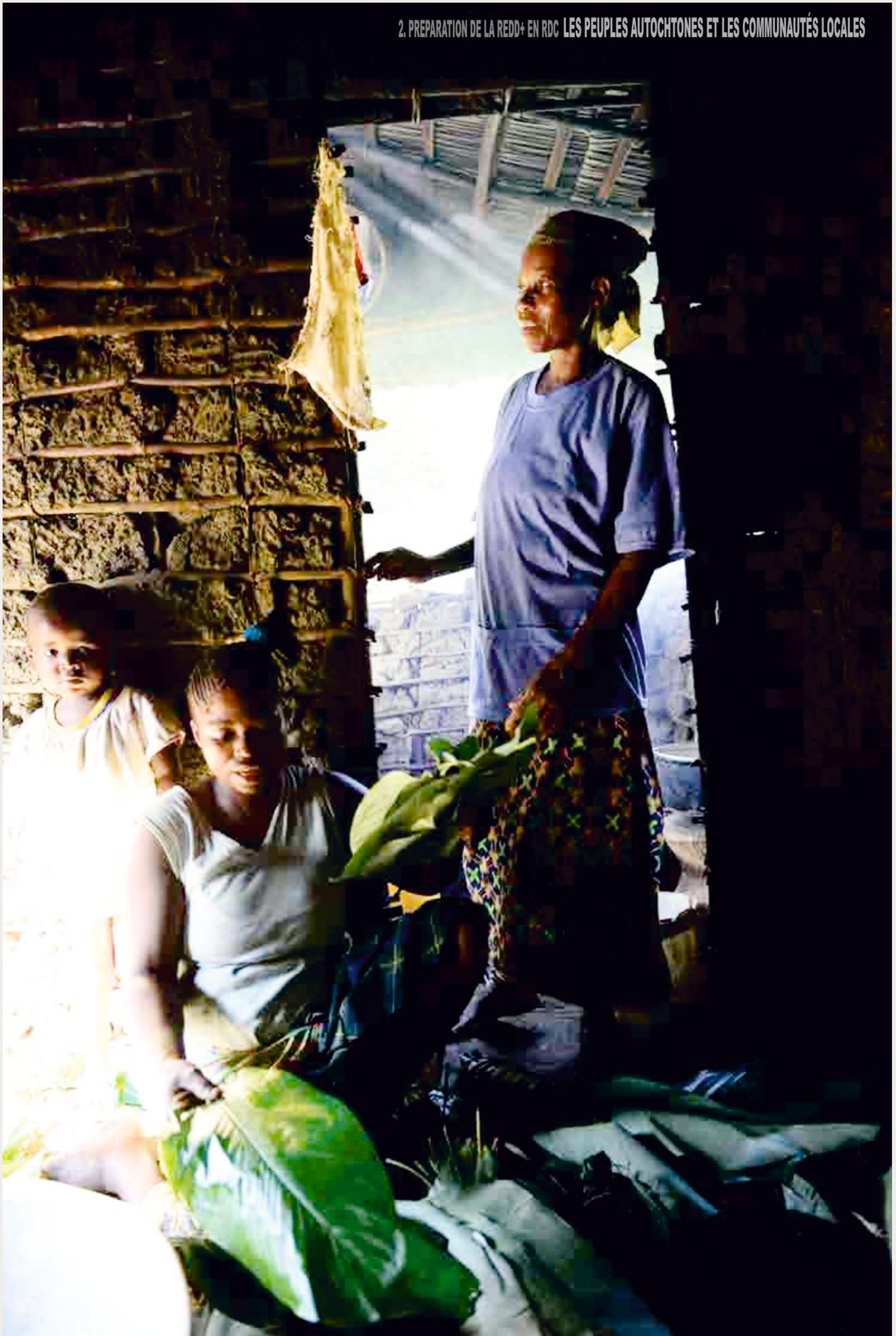


"IL EST ESSENTIEL QUE LES VILLAGEOIS COMPRENNENT LE PROJET REDD+ ET

COMMENT LE METTRE EN OEUVRE. NOUS TRAVAILLONS MEME AVEC LES ECOLES AFIN D'EDUQUER LA JEUNE GENERATION SUR L'IMPORTANCE DE PROTEGER NOTRE ENVIRONNEMENT ET NOS RESSOURCES NATURELLES. NOUS AVONS DEVELOPPE UN PROGRAMME QUI EXPLIQUE CE QU'EST UN ABEILLE, CE QU'EST UN ARBRE, QU'EST-CE UNE FORET ET POURQUOI LA QUESTION A DE L'IMPORTANCE."

RAOUL KAMANDA MANGAMFU, responsable de la communication, la CN-REDD





RÉALISATIONS ET IMPACTS

Des résultats
significatifs
ont déjà été
réalisés par
le projet
Maï-Ndombe:

■ Le processus intégré et participatif

Atelier de lancement réalisant une validation partagée du projet par les intervenants au niveau locale, provincial, national et international; au niveau local, dans Malebo, c'était la première fois que toutes les parties prenantes se sont réunies dans la zone du projet.

■ Les capacités techniques fournies



Une formation technique fournie aux experts à l'échelle nationale et des membres des communautés locales pour mesurer et surveiller l'utilisation des terres et la couverture forestière. En outre, la réalisation des études qui ont fourni

aux communautés Maï-Ndombe les outils techniques nécessaires pour leur permettre de prendre des décisions informées au sujet de leurs ressources naturelles, sur les thèmes de la gestion des forêts communautaires, les moteurs de la déforestation et de la structure financière et organisationnelle du Territoire de Bolobo.

■ Réhabilitation des infrastructures socio économiques de base

L'investissement comme dans cas des usines de manioc et de la pêche durable qui génèrent des revenus alternatifs pour les villages locaux, qui ont réduit l'impact sur les forêts.

■ Micro zonage participative des terres communautaires

A conduit à l'amélioration de la tenure foncière et au renforcement de la gouvernance locale, et a



favorisé le processus de partage des revenus et de la planification durable de l'utilisation des forêts - un total de 15 communautés disposent maintenant des cartes. Grâce à cela, le zonage participatif et la tenure foncière communautaire ont été reconnus par les principaux donateurs, à l'instar de la Banque Mondiale, en tant que la méthodologie principale pour la mise en œuvre du programme REDD + en RDC.

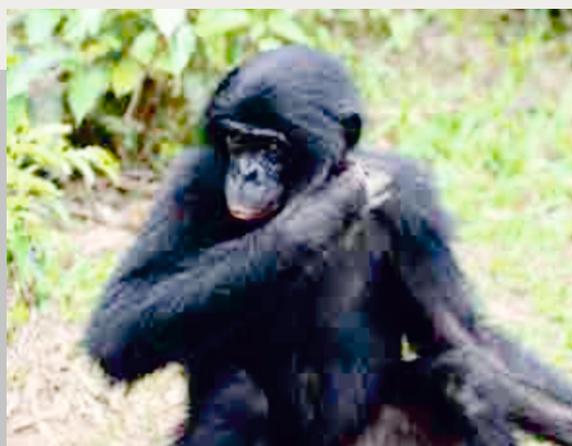
« NOUS AVONS
DEJA COMMENCE
A VOIR LES
RESULTATS DU PROJET REDD+.
ACTUELLEMENT
MAI-NDOMBE EST EN
TRAIN DE FAIRE DE LA REDD+
AVANT LA MISE
EN ŒUVRE DE LA REDD+. »



JEAN-JACQUES MAMBUTA, CN-REDD,
DANS LA PROVINCE DU BANDUNDU

REDD+ ET ESPECES

Les communautés forestières commencent à comprendre l'importance de la protection de la biodiversité, y compris les espèces sauvages. WWF, en collaboration avec les communautés locales et le Gouvernement de la RDC, essaie de protéger les bonobos (*Pan paniscus*) lesquels sont en voie de disparition, une espèce de grands singes sauvages trouvés nulle autre part ailleurs sur Terre, et notre plus proche parent génétique. WWF a mis en place et soutenu plusieurs initiatives de conservation des bonobos dans la région de Mai-Ndombe. La REDD+ a été identifiée comme un mécanisme efficace pour conserver l'habitat des espèces comme le bonobo à travers la diminution de la déforestation et en donnant aux communautés locales des options économiques alternatives.



Bonobos sauvés par le sanctuaire Lola ya Bonobo (Paradis des bonobos) géré par l'association sans but lucratif Amis des Bonobos du Congo dans la périphérie de Kinshasa



■ Accroissement du financement

Etant donné la réussite de la phase préparatoire de la REDD+ en cours d'exécution en RDC, y compris le projet de Mai-Ndombe, le pays a été sélectionné comme l'un des huit pays pilotes qui seront financés par le PIF, et a développé la NIP-RE/ER-PIN de l'ordre de 70 millions de dollars de financement par le FCPF.



■ Les comités locaux établis

Cela aide les gens à gérer les ressources naturelles, le Terroir et renforce les capacités locales sur la REDD+ et le changement climatique.

■ Moteurs de la déforestation identifiés

Les principales études techniques pour déterminer les causes directes et sous-jacentes de la déforestation.

« Nous ne pouvons commencer à lutter contre la déforestation que quand nous comprenons comment fonctionne la communauté. Le principal facteur de la déforestation ici c'est l'agriculture itinérante sur brûlis - Les agriculteurs le font parce que leurs familles ont besoin de manger. Si vous le leur enlevez, ils n'auront rien. Les gens ont besoin de vivre, mais la forêt doit y contribuer de manière durable. » Flory Botamba Esombo, Manager de Projet REDD+ WWF

■ CLIP

Des activités de sensibilisation et celles du CLIP signifient que les communautés sont désormais mieux informées et capables de prendre des décisions sur la REDD+. Au niveau national, ces guides ont été approuvés par d'autres organisations, la société civile et le Comité National REDD+ et la CN-REDD.

“Avant les gens ne faisaient que ce qu'ils voulaient pour eux-mêmes seulement, et les allochtones ne négociaient qu'avec le Chef de terre seul sans que les communautés ne soient consultées.”



Vous avez besoin que les groupes vulnérables soient représentés: les vieillards, les jeunes, les femmes. Avant la mise en place des comités. Ces groupes n'avaient rien à dire sur les questions ayant trait aux terres communautaires.”

Flory Botamba Esombo, WWF REDD+ Chef de Project

■ Lancement de l'Inventaire Forestier National

Aider à identifier les principales parties prenantes et les contributions.

■ Le Registre REDD +

La RDC a établi son premier registre national de REDD+ et étudie la possibilité d'utiliser la technologie de la messagerie par texte des téléphones cellulaires pour que le public participe au rapportage et à la vérification de la déforestation - une première mondiale.





DÉFIS

- REDD + est un nouveau sujet en RDC, et il a été important de faire participer les parties prenantes à différents niveaux du processus de prise de décision, ce qui a conduit à mettre plus de temps que prévu dans la prise des décisions.
- Les attentes des avantages économiques des communautés ont été élevés et doivent être continuellement gérées.
- Les sites sont difficilement accessibles et le voyage est coûteux et prend beaucoup de temps.
- Un temps précieux a été perdu au cours des élections de 2011 et durant la période trouble qui s'en est suivi.
- Les changements dans les effectifs du MECNT ralentissent le processus.
- Les exploitants illégaux abattent les arbres avec la complicité de certaines autorités traditionnelles locales.
- Beaucoup des pays donateurs font face à une crise économique grave, ce qui peut conduire à des coupes budgétaires.
- Certaines structures gouvernementales ont une faible capacité à mettre en œuvre le processus.
- Il y a un besoin pour des projets de terrain supplémentaires pour faciliter l'échange d'informations avec les communautés.
- La RDC a beaucoup de besoins contradictoires: ce qui rend difficile la préparation à la REDD +.
- La RDC ne dispose pas de la technologie d'image satellite et manque de personnes qualifiées pour mener à bien les travaux techniques telles que la détermination des niveaux de référence de la déforestation.

Bien que le projet Mai-Ndombe a connu un succès important, il a également fait face à plusieurs défis:



« NOUS AVONS BESOIN DE FAIRE ATTENTION A NE PAS AUGMENTER LES ATTENTES DES CHOSES QUE NOUS NE POUVONS PAS LIVRER. LA REDD EST UNE NOUVELLE DONNE- ELLE TEND VERS UNE PLANIFICATION DE L'USAGE DES TERRES. COMMENT UTILISER VOTRE TERRE. COMMENT LA CONCEDER POUR EN TIRER UN MAXIMUM. NOUS ESSAYONS DE NOUS ASSURER QUE LA POPULATION PUISSE FAIRE UN MAXIMUM DE TOUTES LES RESSOURCES ALLOUEES.

RAYMOND LUMBUENAMO, DIRECTEUR DU WWF-RDC

LEÇONS APPRISSES

Les réussites et les difficultés du projet ont aidé dans la compréhension de grandes leçons à tirer, y compris :

- **Les communautés locales doivent être sensibilisées avant d'être invité à prendre action.**
En Travaillant en étroite collaboration avec l'autorité nationale de REDD + sur une stratégie de communication en ce qui concerne les CL&PA avant de prendre de faire une quelconque activité de terrain a contribué à permettre une compréhension claire de la vision pour toutes les parties.
- **Les activités doivent être officiellement reconnues par le gouvernement pour faciliter l'intensification.** Le premier draft du programme REDD + intégré à l'échelle du district de Maï-Ndombe de WWF a été partagé avec la CN-REDD à un stade préliminaire. En conséquence, la FIP et l'ER-PIN sont parmi les programmes nationaux qui seront implémentés dans le Maï-Ndombe.
- **Être un bon partenaire vous permet de faire partie de toutes les discussions sur la REDD+.** La grande force du projet Maï-Ndombe a été la création de bons partenariats entre WWF et le gouvernement de la RDC, en particulier dès le début au niveau national.
- **Pour que la REDD+ réussisse, il est essentiel de lier le local avec des besoins nationaux et mondiaux.** En RDC, la CN-REDD et le WWF ont collaboré pour s'assurer que les enjeux locaux sont pris en compte et ont favorisé l'intégration rapide des intervenants de différents secteurs.



« LES PROJETS COMME MAÏ-NDOMBE SONT VITAUX POUR LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE À PETITE ÉCHELLE - POUR VOIR CE QUI FONCTIONNE ET CE QUI NE FONCTIONNE PAS POUR QUE LES LEÇONS PUISSENT ÊTRE RÉPLIQUÉES. »

JUSTEIN LINDLAND, AMBASSADE DE NORVÈGE CONSEILLER RÉGIONAL SUR LES FORÊTS ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



- **Il est important de développer les méthodes et outils CLIP tôt dans le processus REDD+.** Les gens ont besoin d'accéder à des outils adéquats afin de renforcer leurs propres capacités et pouvoir prendre des décisions éclairées.
- **Les administrations locales doivent être renforcés, il est donc possible de les engager efficacement.** Cela leur permet d'être impliqués dans le processus REDD+ au niveau local et du district.
- **Lorsque vous travaillez au niveau communautaire, il est important d'avoir une relation étroite avec la population et les autorités locales.** Ces parties prenantes sont importantes pour faire avancer le projet dans la Communauté, mais il est également essentiel de comprendre la culture locale et de respecter les obligations existantes et les formes de communication
- **Pour le succès de la REDD +, il est essentiel d'intensifier les activités et de relier le besoin local avec les besoins nationaux et mondiaux.** Ce qui est en train d'être réalisé par le projet sera capitalisé par l'autorité nationale et vice-versa. Cela peut aussi donner la reconnaissance importante du projet au niveau international.
- **Les intervenants de différents secteurs doivent être intégrés dès le début dans le processus REDD + pour qu'il soit réussi.** Cela garantit l'appropriation et la transparence dans tous les secteurs.
- **Les parties prenantes ciblées doivent être habilitées afin qu'elles puissent prendre le devant sur le processus REDD+.** Cela contribue à créer l'appropriation des parties prenantes. Dans le Maï-Ndombe, ceci a nécessité la formation sur le changement climatique et les principes REDD+ des animateurs nationaux qui devraient former des associations locales et les autorités locales afin de sensibiliser les CL&PA.

« LES VILLAGEOIS BRÛLAIENT AUTREFOIS LES FORÊTS DEUX OU TROIS FOIS PAR AN.

MAINTENANT CELA EST REDUIT À UNE FOIS ET DANS CERTAINES RÉGIONS CELA S'EST ARRÊTÉ DU FAIT QUE LES AGRICULTEURS ONT APPRIS DES TECHNIQUES AGRICOLES PLUS EFFICACES QUI SONT PLUS SÛRES ET DONNERONT DES MEILLEURES RÉCOLTES POUR EUX."

JEAN-JACQUES MAMBUTA, DISTRICT DE BANDUNDU CN-REDD

- **Les activités de la société civile doivent être reconnues officiellement par les autorités locales, régionales et nationales.** Cela crée pour le processus des visions et des objectifs communs, ayant pour résultat des succès communs.
- **La cartographie participative d'utilisation des terres est le premier pas vers la sécurisation de la tenure foncière communautaire pour arrêter la déforestation.** Les cartes responsabilisent les communautés dans les questions de propriété foncière des terres et l'identification des droits fonciers en confirmant les limites de terroirs qui doivent être approuvés par toutes les communautés voisines.

INTERDICTION DE COUPER
LES ARBRES LE LONG
DE LA RIVIERE BAMBOLU
ZONE (2) WWF

PROCHAINES ÉTAPES POUR LA REDD + EN RDC : PHASE DE DÉMONSTRATION

Avec des nouvelles capacités de préparation REDD + en place, la RDC commence aujourd'hui les plans pour lancer la phase de démonstration (investissement) de sa stratégie de mise en œuvre REDD+, avant la livraison prévue de 2020 d'un mécanisme officiel REDD +. Les prochaines étapes pour ceci incluent :

Assurer la coordination avec les autres secteurs et clarifier l'approche juridictionnelle contre l'approche intégrée.

Clarifier les incitations fiscales et l'ancrage juridique de la tenure d'utilisation des terres, de la reconnaissance, et des droits collectifs, etc.

Mettre en place les forêts communautaires et les aires protégées communautaires

Développer l'intégration et la cohérence de la gestion d'utilisation des terres administratives et basées sur les communautés.

Réaliser des efforts d'harmonisation des politiques multisectorielles REDD +

Aborder les deux moteurs industriels et non industriels de la déforestation

Faciliter l'engagement du secteur privé avec des mécanismes et incitations

DANS LA PHASE DE DÉMONSTRATION DE LA RDC, L'ER-PIN EST LA PREMIÈRE TENTATIVE DE L'APPROCHE JURIDICTIONNELLE REDD+ SUR LE CONTINENT AFRICAIN ; LA PREMIÈRE EXPERIENCE REDD+ DE CE TYPE À GRANDE ÉCHELLE QUI INTEGRE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS, DES PROJETS DE COMMERCE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE ; ET PLACE LA BARRE POUR LA REDD+, PAS SEULEMENT EN AFRIQUE MAIS AUSSI POUR LA CONSERVATION À L'ÉCHELLE MONDIALE



Le gouvernement de la RDC a reconnu que, pour continuer d'avancer efficacement sur la REDD+, il a besoin de la communauté internationale :

- **Simplicité des projets.**
Beaucoup de projets proposés des donateurs sont trop techniques et/ou compliqués pour être utile.
- **Clarté sur financement**
Beaucoup d'argent ont été promis, mais dans certains cas, C'est du financement recyclé, ce qui signifie qu'il peut être pris des autres sujets importants ; ou c'est un financement qui est motivé par les bailleurs ; ou pas motivé par la demande, ce qui signifie qu'il ne répond pas souvent aux besoins ou aux attentes de la RDC.
- **Partenariats élargis,**
Le gouvernement de la RDC a reconnu les limites de sa propre capacité et la nécessité de continuer à s'engager dans des partenariats pour préparer la REDD+.



LA NOTE D'IDEE DU PROGRAMME DE REDUCTION DES EMISSIONS DE LA RDC

La RDC est désormais prête à entrer dans la **phase de démonstration (investissement)** de son processus REDD+

La vision est de développer un programme de réduction des émissions à grande échelle, au niveau provincial portant sur 12 millions d'hectares de la région de Maï-Ndombe, où la phase de préparation existante REDD+ du travail est en cours. Le projet pourrait atteindre 300 000 familles et réduire durablement de moitié la déforestation

La RDC a maintenant développé une ER-PIN, qui résume ce projet à soumettre au FCPF pour un financement d'environ 70 millions \$. Son développement était participatif et comprenait des contributions des représentants du gouvernement, le secteur privé, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales locales et les CL&PA.

Le WWF estime que le processus ER-PIN est une étape importante pour la RDC, car elle permettra le développement de la REDD+ à l'échelle du pays. En outre, il fournit l'occasion de définir la stratégie REDD+ nationale de la RDC et l'appliquer à un site spécifique, dans ce cas, le Maï-Ndombe.

Grâce à ce processus, des données importantes ont été collectées pour Maï-Ndombe, y compris sur les moteurs de la déforestation, le niveau de référence, les activités essentielles à la mise en œuvre REDD+, les coûts de mise en œuvre, etc.. En outre, le processus offre une occasion pour que les préoccupations des intervenants clés soient soulevées et adressées.

Les CL&PA ont une place prépondérante dans l'ER-PIN, comme la stratégie globale met l'accent sur la reconnaissance de leurs droits coutumiers et le zonage participatif. Ils sont également les principaux bénéficiaires et parties prenantes, particulièrement dans la mise en œuvre d'activités telles que la conservation des forêts, le reboisement et la protection contre l'incendie des savanes d'origine anthropique.

Cette initiative aura également des répercussions internationales. Cet ER-PIN de la RDC est la première tentative de l'approche juridictionnelle REDD+ sur le continent africain ; la première REDD+ à grande échelle de ce type qui intègre l'investissement public, des projets de commerce et l'action communautaire ; et place la barre pour la REDD, non seulement en Afrique mais globalement aussi pour la conservation.

« LE WWF ESTIME LA FINALISATION DE L'ER-PIN COMME UNE ÉTAPE SIGNIFICATIVE DU FAIT QUE LA RDC POURSUIT À TRAVERS LA MISE EN ŒUVRE DE LA REDD+ À L'ÉCHELLE DE MAI-NDOMBE. CE PROGRAMME DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS EST PRÉVU SUR UNE PÉRIODE DE 10 ANS ET PEUT COMMENCER EN 2015, SI LES TESTS ET LA CONSULTATION PROLONGÉE SONT CONCLUANTS. »

BRUNO PERODEAU, RESPONSABLE DU PROGRAMME FORET DU WWF-RDC



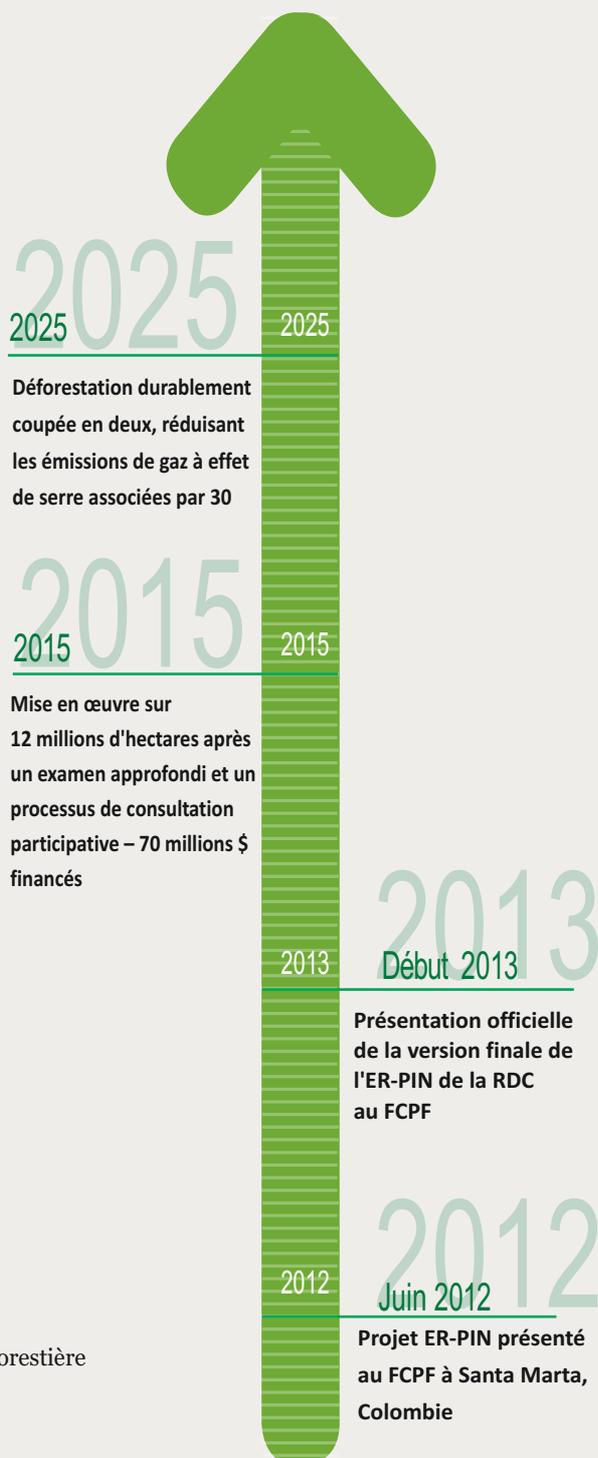
Les activités habilitantes au titre du Programme de réduction des émissions proposées comprennent:

- L'organisation et la structuration démocratique de la population rurale
- La sensibilisation et le CLIP
- Le zonage participatif et la reconnaissance des droits coutumiers (plans de gestion des terres villageoises)
- L'intégration de la planification d'utilisation des terres au niveau territorial et la validation des plans d'aménagement des terroirs
- L'identification des alternatives économiques aux pratiques actuelles et de proposer des activités sectorielles pour être mis en œuvre
- Signature d'un contrat de paiement pour les services environnementaux (PSE) pour la mise en œuvre de la planification de la gestion de terre villageoise

Les activités sectorielles sous le Programme de Réduction des Emissions proposées comprennent :

- L'agroforesterie sur des terres dégradées pour produire durablement la nourriture et l'énergie bois
- L'intensification agricole à l'aide de cultures de rente, si possible une stratégie visant à éliminer progressivement les brûlis et l'agriculture (café, cacao, huile de palme)
- Le contrôle de feu de brousse
- La foresterie communautaire
- L'exploitation forestière à faibles impacts et la certification forestière
- L'accès aux marchés (contrat de plantation)
- Les chaînes de valeur améliorées

CHRONOLOGIE PROJÉTÉE DE L'ER-PIN







DÉBOUCHÉS RÉGIONAUX: REDD + DANS LE BASSIN DU CONGO

La déclaration est approuvée par les sept pays forestiers en 2011 : Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, la RDC, République du Congo et le Rwanda ; et sept pays donateurs : Australie, Canada, France, Allemagne, Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique ; ainsi que la Commission européenne. Le processus a été conduit par le Norad.

La déclaration du bassin du Congo appelle à l'intensification REDD + dans le bassin du Congo qui met l'accent sur la nécessité de centrer l'effort international et des finances. Il comporte deux parties : les engagements des pays donateurs pour mobiliser l'appui technique et financière et la coordination des efforts ; et les engagements du pays forestiers au développement durable, en traitant les causes de la déforestation, augmenté la gouvernance forestière et la planification participative d'utilisation des terres. Les pays du bassin du Congo ont également signalé leur soutien à un plan d'économie verte/feuille de route de la croissance verte qui guide la transition vers un avenir plus durable.



"La Déclaration du bassin du Congo a donné à tous les pays la possibilité d'avoir les mêmes visions.

Auparavant, chaque pays devait négocier seul le processus REDD +.

Maintenant, ils ont une vision commune et ils ont une voix forte, qu'ils peuvent élever lors des négociations sur le climat. »

Flory Botamba Esombo, WWF REDD + Chef de projet

La RDC est partie prenante à la Déclaration du Bassin du Congo pour la REDD+, un engagement commun entre les pays d'Afrique Centrale, de collaborer sur la REDD+, comme cela avait été convenu en 2011.



LEÇONS DU MAÏ-NDOMBE POUR REPLICATION A TRAVERS LE BASSIN DU CONGO

Trois domaines clés de succès des travaux REDD + en RDC ont été identifiées et qui peuvent être appliquées dans d'autres pays du Bassin du Congo :

1. PLANS SIMPLES D'AMENAGEMENT DES TERROIRS

Les plans simples d'aménagement des terroirs mis au point avec la participation des communautés locales dans le projet de Mai-Ndombe REDD + font maintenant partie de la proposition de l'ER-PIN de la RDC et devraient être intégrés dans le cadre d'un futur plan de la REDD + pour le Bassin du Congo.

Ceci est important pour les pays du Bassin du Congo car ce processus assure la participation communautaire et la validation du gouvernement dans la planification et permet également la reconnaissance gouvernementale de la propriété communautaire et des droits sur les terres, arbres et du carbone forestier.

2. FINANCE REDD

Le projet Mai-Ndombe REDD + a mis en place des activités de services d'écosystèmes qui sont applicables dans les différentes parties du Bassin du Congo. Les Fonds prévus pour ces genres d'activités REDD + doivent être fondés non seulement sur le carbone des forêts mais plutôt sur l'exécution de toutes les activités.

Un système PSE sur un niveau local est donc plus approprié en RDC et dans le contexte du bassin du Congo, parce que la forêt du bassin du Congo a un taux relativement faible de la déforestation et la population dépend fortement des services environnementaux fournis par la forêt.

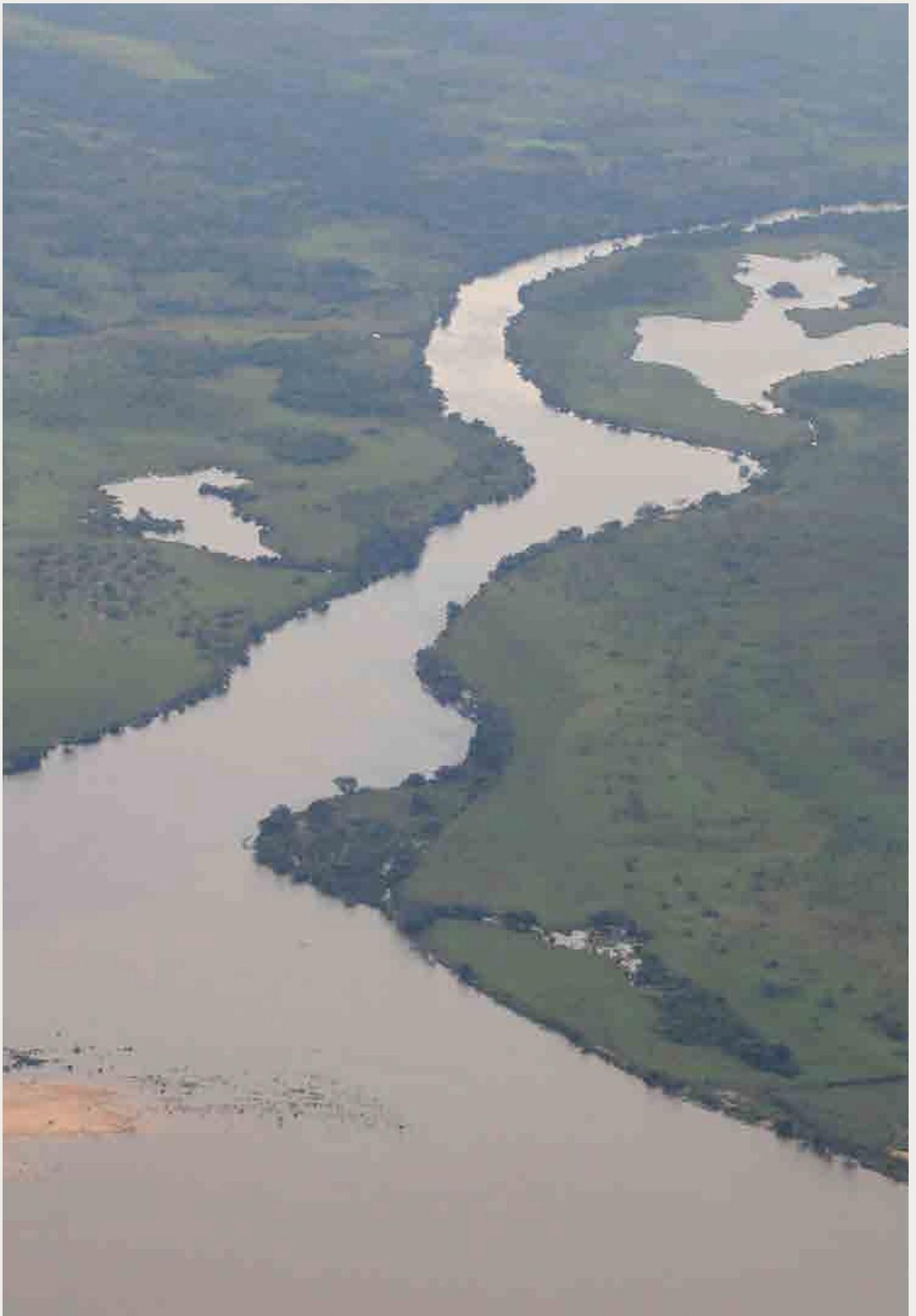
3. MRV COMMUNAUTAIRE

un système simple de MRV mis au point sous la conduite des communautés locales dans le projet de Mai-Ndombe REDD + peut facilement être répliqué dans les différentes parties du Bassin du Congo.

Un tel système de MRV est pertinent dans les différents pays du bassin du Congo parce qu'il prend en compte les garanties sociales et environnementales, transferts de propriété et responsabilité pour le système MRV aux communautés locales et basé sur la performance.

« NOUS AVONS BESOIN DE RECONNAÎTRE QUE NOS PAYS ONT BESOIN DE CONSTRUIRE DES ROUTES, DES ÉCOLES, DES BÂTIMENTS – MAIS NOUS AVONS BESOIN DE FAIRE CELA DE FAÇON RESPONSABLE. NOUS SOMMES À UN POINT OÙ NOUS POUVONS APPRENDRE DES ERREURS DE L'OCCIDENT ET MENER NOTRE DÉVELOPPEMENT DE FAÇON PLUS DURABLE. »

TOSI MPANU MPANU, COORDONNATEUR DE LA CN REDD/MECNT



CONCLUSIONS

C'est une période excitante pour la REDD+ en RDC. Déjà, certains des impacts « transformationnels » fixés par le gouvernement de la RDC comme objectifs commencent à se réaliser.

Les Communautés travaillent de façon participative pour développer les cartes et les plans d'utilisation des terres. Le gouvernement reconnaît leur travail et leur valeur dans le processus REDD +.

Les communautés commencent à manifester un engagement réel à la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts – avec moins d'agriculture itinérante sur brûlis et plus d'agroforesterie durable.

Les capacités techniques nationales se développent, avec des nouveaux experts forestiers locaux formés en MRV à la fois au sein du secteur gouvernemental et non gouvernemental. Des villageois des collectivités éloignées ont même été formés pour mener des enquêtes indépendantes sur l'utilisation des terres et pour télécharger les informations sur les bases de données informatiques

Maintenant, le pays lance son premier registre REDD + et explore l'utilisation novatrice de la téléphonie mobile pour le paiement et la documentation de la déforestation - les collectivités locales y compris.

En même temps, le pays soumet un ER-PIN pour réussir le passage de la phase de préparation à celle de démonstration/d'investissement REDD +.

La seule chose qui manque à ce stade est un fonctionnement à **l'échelle mondiale et le mécanisme REDD + approuvé avec des objectifs et des orientations clairs**. Les décideurs mondiaux doivent maintenant égaler l'ambition et l'engagement montrés par la RDC. Plusieurs pays forestiers ont montré leur volonté pour la REDD + et dépasseront bientôt l'ensemble du processus REDD + si des mesures plus énergiques ne sont pas prises au niveau mondial.



"Les dèss sont joués autrement. Le changement climatique est au centre de tout. Il n'est pas seulement une question environnementale : Il s'allie à la concurrence économique, aux conditions socio-économiques. Tous les pays développés doivent réduire leurs émissions pour s'industrialiser. Nous, les pays en développement, détenons une grande partie de la solution du phénomène de changement climatique. Nous sommes ceux avec la plus petite empreinte carbone et le plus grand potentiel pour stocker le carbone. »

Tosi Mpanu Mpanu, Coordonnateur de la CNREDD/MECNT

Cette publication est produite par WWF international et l'Initiative Climat et Forêt et s'appuie sur les informations contenues dans le rapport Forêt vivante du WWF (2011), disponible à : <http://bit.ly/LFR2011>.

CREDITS

Éditeur : Jennifer Ferguson-Mitchell, mise en page & conception de la Production : Julie Pudlowski Consultant
Auteurs contributeurs : Flory Botamba Esombo, Jennifer Ferguson-Mitchell, Blese Kalame Fobissie, Maria Jose Pacha et Bruno Perodeau
Photographie : © WWF / Julie Pudlowski





100%
RECYCLED



Notre vision

L'Initiative Climat et Forêt globale de WWF travaille pour assurer que la REDD+ contribue de façon significative à la conservation des forêts tropicales et de ce fait à la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts pour le bien des populations et de la nature.



Pour plus d'information, veuillez contacter : WWF Forest and Climate Initiative
forestclimate@wwfus.org
 Photos and graphics © WWF ou utilisés avec l'autorisation



Why we are here
 To stop the degradation of the planet's natural environment and to build a future in which humans live in harmony with nature.
www.panda.org/forestclimate